

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

samedi 5 mai 1979

N° 21

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire Martinique et en Guadeloupe. Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe. Pour la reconstruc tion de la IVéme Internationale.

PRIX - ANTILLES 1,50F

L'ARMEE COLONIALE: TOUJOURS PRETE!

Yvon Bourges, le ministre des Armées (rebaptisé pudiquement Ministre de la Défense) a passé en revue durant quelques jours les troupes stationnées en Martinique et en Guadeloupe. Il s'est déclaré satisfait : la force armée française remplit sa mission coloniale aux Antilles, elle surveille avec constance la population, observe ses moindres mouvements, la contrôle, et se tient prête à intervenir au moindre trouble et à la moindre contestation. Le ministre a pu faire le compte des effectifs actuellement mis en place aux Antilles pour remplir cette mission: tant de soldats, tant d'officiers et de hauts gradés de l'armée et de la gendarmerie, tant de chars, de tanks, d'avions, de navires et de sous-marins... Ces chiffres, ajoutés les uns aux autres montrent la force du pouvoir colonial aux Antilles. Ils représentent la puissance d'intervention qui peut être mise en œuvre au cas où la population antillaise déciderait de remettre en cause le pouvoir du préfet et de l'Etat français.

Mais au cas où cela ne suffirait pas, M. Bourges a tenu à rassurer les officiers de cette armée. Il a affirmé que «c'est l'ensemble des forces militaires françaises stationnées aux Antilles et en Métropole qui interviendrait pour répondre à une quelconque attaque». Des renforts seraient donc rapidement expédiés de France aux Antilles en cas de besoin. Pour justifier un tel déplacement de forces, le ministre a pris soin de parler du cas où interviendrait «une agression extérieure». Mais ce n'est là qu'une façon de parler, car chacun sait ue le moment venu le pouvoir colonial trouve toujours un bon prétexte pour intervenir dans ses colonies.

La Martinique et la Guadeloupe sont bien sous surveillance. Casernes, camps militaires, état-majors, montent la garde un peu partout.

Cette armée française peut se vanter d'un brillant palmarès aux Antilles : mai 1967 en Guadeloupe : une soixantaine de morts, décembre 59 en Martinique : trois morts, février 74 : Ilmany et Marie-Louise, sans oublier non plus Gérard Nouvet et Jovignac, tués par grenades et par balles.

En attendant d'accomplir de nouveaux exploits, l'armée coloniale française aux Antilles se repose et s'entretient. Yvon Bourges est venu la conforter et l'assurer de la sollicitude du gouvernement à son égard.

Mais tous les ministres de la Défense, tous les officiers et les gradés de cette armée coloniale ne pourront empêcher la population des Antilles de rejeter un jour cet instrument de son oppression ainsi que le pouvoir qu'il sert.

GUADELOUPE: MALGRE LA REPRESSION PATRONALE LES TRAVAILLEURS SE BATTENT

De nombreuses grèves se poursuivent actuellement. Certaines ont pour objet d'arracher aux patrons des augmentations de salaires. D'autres, c'est le cas à la S.I.G., société immobilière de la Guadeloupe, ou encore à Sorès-Bar, sont des luttes pour l'instant défensives, visant à empêcher des licenciements ou une dégradation des conditions de travail.

Dans toutes ces actions, qu'il s'agisse de grève salariale ou de lutte contre les licenciements, les travailleurs ont eu à faire face à une volonté nettement affichée de la part des patrons de ne rien céder et de tout faire au contraire pour briser les mouvements de lutte.

Pour cela, les patrons utilisent toutes les possibilités que leur offre l'arsenal juridique bourgeois : constat d'huissier, tentative de traduire devant les tribunaux des travailleurs grévistes.

Mais les patrons vont même plus loin : c'est aux forces de l'ordre qu'ils ont fait appel dans plusieurs cas : police et gendarmes à la S.I.G. ou à Artimex, l'armée chez Renault.

Dans ce dernier cas en particulier, l'arrogance et la volonté provocatrice des patrons apparaissent évidentes. Mettre face-à-face, en Guadeloupe et dans le climat de mécontentement actuel, ouvriers d'une part et armée coloniale d'autre part, c'est rechercher consciemment l'incident qui pourrait dégénérer en affrontements. Et la présence du sous-préfet Renard à la tête des militaires montre bien que l'administration était prête à cela.

Cependant dans aucune des entreprises en lutte les travailleurs ne se laissent intimider. Conscients de leur droit et de la justesse de leurs revendications, ils s'organisent au contraire afin que la lutte puisse durer tout le temps qu'il faudra pour aboutir au succès.

Et c'est bien dans cette voie-là en effet, qu'il existe une possibilité de succès pour les luttes en cours.



Bourges et Maldan _ L'armée permanente, pilier du système capitaliste

MARTINIQUE : LE SUCRE EN CRISE

LA PRODUCTION DE SUCRE EN BAISSE.

Cette année la récolte de sucre de la Martinique sera sans doute la plus faible depuis la seconde guerre mondiale. On escompte une production totale d'environ 10.000 tonnes (au lieu de 14.000 tonnes l'année dernière) ce qui sera juste suffisant pour la consommation intérieure, mais ne permettra pas l'exportation.

Pour une fois, on n'expliquera pas cette production très basse par des facteurs naturels. Au contraire la production de canne est en hausse par rapport à l'an dernier, et

Martinique:
L'ELEVAGE:
UNE MAFFIA
QUI TIENT
LE MARCHE

(voir en page 2)

surtout, la qualité est bien meilleure, avec une richesse saccharine qui atteindra 9 au lieu de 7 ou 8 les autres années.

Cette année encore, l'essentiel de la production de canne ne sera pas broyé par les usines, mais par les distilleries (en vue donc de la fabrication de rhum) qui paient plus cher la canne. Si l'usine du Galion tourne à plein rendement, par contre l'usine du Lareinty ne tourne qu'à 60 % à peu près de sa capacité de broyage. La raison en est que les prix offerts par Hayot (le propriétaire du Lareinty) sont les plus bas de toute la Martinique, ce qui dissuade les producteurs de canne de lui vendre leur récolte. En effet, ils préfèrent livrer leur canne aux distilleries, et c'est ce qui explique la nouvelle baisse de la production sucrière.

LA SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE TOMBEE DANS L'OUBLI.

Face à cette liquidation presque totale de l'industrie sucrière, il y a des années que les partis de gauche ont fait du rétablissement de la production à son niveau du début des années 1960 leur cheval de bataille. La dernière en date de ces campagnes périodiques pour «sauver notre sucre» a donné lieu à l'adoption par le Conseil Général du rapport Charron.

Ce rapport prévoyait la constitution d'une société d'économie mixte pour relancer la production de sucre. Une part des capitaux nouveaux devait être apportée par les municipalités sous forme d'achat d'actions. La gauche, PPM et PCM, avait soutenu des deux mains le rapport Charron. Enfin, on allait voir ce qu'on allait voir ! Et déjà, on comptabilisait le nombre d'actions achetées par chacune des communes. Il y eut même une polémique entre PPM et PCM, parce que la commune du Morne-Rouge (PCM) avait tardé à acheter les fameuses actions «salvatrices».

Cela montre de toute façon le peu d'intérêt que le gouvernement voit dans la relance de l'industrie sucrière. Et il y a gros à parier que si un projet de ce type était intéressant pour les capitalistes, il y a longtemps que le gouvernement l'aurait entrepris, lui qui ne se soucie que des intérêts des bourgeois.

Pendant plusieurs mois, les partis de gauche auront tenu la population en haleine avec ce fameux rapport Charron. Mais aujourd'hui, le PCM en est réduit à se lamenter sur la méchanceté du gouvernement qui ne veut pas permettre la mise sur pied de la société destinée à «sauver» l'industrie sucrière.

Et c'est avec ce genre de baudruches qu'ils agitent devant les yeux des travailleurs que les partis de gauche tentent de masquer leur immobilisme foncier et leur manque de perspectives.

La baudruche, fabriquée par Charron et gonflée de toutes leurs forces par le PCM et le PPM vient de se dégonfler piteusement. L'état qui devait donner son accord final pour la mise sur pied de la société n'a encore rien dit. Le délai de 3 mois maximum pour la discussion du projet par le gouvernement s'est déjà écoulé. Aux dernières nouvelles, le dossier est introuvable, il aurait été «perdu» dans un des innombrables bureaux des ministères parisiens!

LES MANIFESTATIONS DU PREMIER



A Pointe-à-Pitre

Mardi matin, des milliers de travailleurs se sont regroupés à l'appel des syndicats pour manifester à l'occasion du premier

Comme les années précédentes, deux cortèges différents se sont formés et ont défilé chacun de leur côté dans les rues de Pointe-à-Pitre.

L'un dirigé par l'UPLG (ex membres du GONG) regroupait les organisations et syndicats contrôlés par les militants politiques de cette organisation : l'UGTG, l'UTA, l'UPG, de nombreux jeunes des MRJC, des lycéens et étudiants, et les enseignants du SGEG. Ils reprenaient essentiellement les

mots d'ordre nationalistes «ensamb ensamb nou ké lité, ensamb ensamb nou ké gangné», «libéré pays là». Ce défilé important réunissant de 1800 à 2000 personnes devait se terminer par un meeting et une après midi culturelle.

L'autre défilé regroupait les syndicats CGTG, UIG-CFDT, FO, FEN, SPECOG et le comité des fonctionnaires CGT, notre tendance, le GRS, l'UJCG. Il s'ébranla après la tenue d'un meeting au hall des sports.

Ce défilé rassemblant environ 1500 personnes et regroupant une grande majorité de travailleurs des grandes entreprises emprunta les principales artères de Pointe-à-

C'est aux cris de «Non aux licenciements», «Non au chômage», «A bas le colonialisme», «Le pouvoir aux travailleurs» que les manifestants défilèrent avec dynamisme. Ceux

des entreprises actuellement en grève étaient présents et reprirent à plusieurs reprises «la SIG, Renault, Sorès Bar, Kimbé raid pas molli».

Après la manifestation bon nombre de travailleurs se retrouvèrent au centre Rémy Nainsouta. Ils purent entendre d'excellents groupes de Gro Ka interpréter des chants contre l'exploitation et le colonialisme.

A Fort-de-France

C'est un cortège d'environ 1500 à 2000 personnes qui a défilé le Premier Mai dans les rues de Fort-de-France, à l'appel des principales organisations syndicales sauf la CSTM dirigée par Agasta.

Dans le cortège lui-même peu de changements par rapport à l'an dernier. Le Parti Communiste Martiniquais avait fortement mobilisé ses militants et avec la Jeunesse Communiste et l'Union des Femmes, il occupait une bonne part du défilé.

Cependant, on a pu remarquer la présence de nouveaux groupes dans la manifestation. Ainsi, pour la première fois, les ouvriers métallurgistes avaient leur cortège propre. Par ailleurs, la Voix des LEP, organisation des jeunes du technique avait sa banderole, de même que le Comité des Femmes Agressées, le Comité des Sans Travail ou un groupe de jeunes des quartiers de Fort-de-France intitulé l'UJOVBTSF (l'Union des Jeunes de Ozanam, Volga, Baie des Tourelles et TSF).

Les slogans, eux, étaient à peu près les mêmes que l'an dernier : application des lois sociales, contre les licenciements, etc... Certains secteurs réclamaient les 35 heures tout de suite, tandis qu'une banderole des Métallurgistes demandait le licenciement

Livre: LEURS ANCÊTRES LES GAULOIS

LE MAL ANTILLAIS de Maurice LEMOINE

Maurice Lemoine, un journaliste français vient de publier aux éditions Jean-Claude Simoën un roman sur les Antilles. Ce roman est conçu comme une série de reportages, de tableaux sur la vie politique et sociale des Antillais tant aux Antilles que dans l'émigration en France. Les Antilles et leurs habitants sont observés, présentés dans leur vie, dans leurs préoccupations de tous les jours. La réalité étant décrite honnêtement, ce sont bien sûr les injustices, les scandales quotidiens qui apparaîssent, et plus généralement les conséquences de l'oppression et de l'exploitation coloniale de nos pays.

Certaines pages se distinguent particulièrement. C'est le cas par exemple de celles qui sont consacrées aux journées de mai 67 en Guadeloupe, et de celles consacrées aux exploits de Renard pendant la campagne électorale de mars 78.

En ce sens, ce livre présente un intérêt certain.

Mais, là où il devient plus difficile pour nous de suivre l'auteur c'est dans les conclusions politiques qu'il porte. Pour lui, la solution politique à la situation actuelle c'est l'autonomie. Et de déplorer qu'en ne l'ayant pas compris le gouvernement français prépare «le lit... des séparatistes». Or pour lui la France doit garder la Guadeloupe et la Martinique.

De plus toujours selon l'auteur, cette autonomie ne pourra «être menée à bien sans que soit profondément transformé le propre système économique et social de la métropole». Moralité : vous Antillais vous êtes finalement français: demandez l'autonomie et attendez que cela change en France. Finalement ce que propose l'auteur de ce livre c'est un coup de peinture sur une vieille façade.

APRÈS L'EXPOSITION DE L'ODEM :

L'ELEVAGE : UNE MAFFIA QUI TIENT LE MARCHÉ

L'exposition organisée par l'ODEM (Opération pour le Développement de l'Elevage Martiniquais) a connu un net succès. Ce sont en effet plusieurs milliers de personnes qui ont visité les divers stands situés à Place d'Armes au Lamentin. C'est donc la preuve qu'un large public est intéressé par l'évolution de l'élevage à la Martinique et plus largement par tous les problèmes de l'agri-

Après le tabac, après l'aubergine, l'élevage sera-t-il un nouvel échec ? Est-il possible au contraire qu'il devienne un des piliers de l'agriculture martiniquaise, de telle sorte qu'il puisse faire vivre à l'instar d'autres activités, des milliers de familles et leur assurer un revenu correct?

DES CONDITIONS FAVORABLES AU PREMIER ABORD.

A première vue, l'élevage, dans toutes ses variétés, semble être une activité d'ave-

Le marché existe. En Martinique, par exemple, seul le tiers de la consommation est couvert par les producteurs martiniquais. Le reste est importé. Et aux yeux de beaucoup, il est plus rationnel de produire pour le marché intérieur, comme c'est le cas de l'élevage, que de produire uniquement pour un marché extérieur, comme c'est le cas du sucre, de la banane ou de l'ananas. De plus, il est vraisemblable que la consommation de viande, de lait ou d'œufs va augmenter. Le marché est donc

Il faut donc rechercher ailleurs les causes du faible développement de l'élevage, les freins qui ont été mis à son expansion, freins qui peuvent empêcher son développement dans le futur.

LES GROS PROPRIETAIRES N'ONT PAS INTERET A DEVELOPPER L'ELEVAGE.

La majorité des terres cultivables appartenant aux gros propriétaires fonciers, c'est en principe de ce groupe social que devraient sortir les principales tentatives pour améliorer la production de l'élevage martiniquais. Pourtant, hormis une ou deux individualités, le bilan reste maigre. Tout se passe comme si les gros capitalistes se contentaient modestement de la part qui est la leur sur le marché martiniquais. Depuis 1960 au moins, il n'y a absolument aucune



Pour les petits éleveurs :

quelques bœufs décharnés

tendance à l'augmentation de la part de l'élevage produit localement dans la consommation totale.

Et on le comprend. Augmenter la production de viande signifierait pour les gros éleveurs que sont les Hayot, les Depaz ou autre Desportes entrer en lutte contre leur, compère Huygues-Despointes, qui possède la SOFRIMA, société qui a le quasi-monopole de l'importation de la viande congelée. Il sera difficile à ces gros capitalistes d'entrer en lutte les uns contre les autres : ils appartiennent à la même classe sociale.

ont les mêmes intérêts de caste et ont leurs capitaux investis bien souvent dans les mêmes entreprises.

De plus, très rares sont les gros propriétaires qui considèrent l'élevage comme une part importante de leurs activités. Ils se contentent plutôt «d'occuper le terrain», tandis que l'essentiel de leurs capitaux est investi dans l'import-export ou les grandes surfaces. Voilà pourquoi, en dépit des proclamations publicitaires, l'élevage est le cadet de leurs soucis et ne vaut absolument pas qu'ils se battent.

LES PETITS PROPRIETAIRES N'EN ONT PAS LES MOYENS

Pour les petits propriétaires, le problème se pose autrement. Ce n'est pas le désir de produire de la viande, du lait ou des œufs en masse qui leur manque, mais bien les movens.

Le premier obstacle que rencontre le petit agriculteur est celui de la terre. Ainsi, en Martinique 14.000 hectares de prairie sont divisés en plus de 6.000 propriétés. Mais sur ce total, 150 propriétés rassemblent 5.700 hectares. 2 % des propriétés rassemblent 40 % de la surface totale.

Cela signifie que des milliers de propriétaires doivent se contenter de surfaces inférieures à 3 hectares. Or la SAFER (Société

pour l'Aménagement Foncier et l'Etablissement Rural) estime que la superficie minimale d'une exploitation pour l'élevage ne peut être inférieure à 10 hectares. En résumé, le petit éleveur travaille à perte, ses pâturages étant insuffisants en taille.

Quant à s'établir, il ne faut pas y songer. La SAFER, organisme mis sur pied pour lutter contre la spéculation sur les terres agricoles vend 25.000 Francs un hectare de terre. C'est le prix minimum. Cela signifie un minimum de 250.000 Francs pour s'établir. Or, il reste à acheter les animaux, monter les installations, bref, rendre viable l'exploitation.

Mais, arrivé à ce stade, l'éleveur rencontre un deuxième type de problème : les prix exorbitants auxquels sont vendus matériel agricole, engrais et aliments pour

Ainsi, à l'exposition de l'ODEM, la moindre motocultrice, appareil servant à couper de l'herbe et qui n'est qu'une tondeuse à gazon améliorée, valait dans les 7.000 Francs. C'est à ce stade-là qu'importateurs et grossistes font leurs bénéfices. Si vraiment l'agriculture rapporte, c'est bien aux De Reynal et autres GMA, spécialisés dans ce commerce.

Le troisième type de difficultés est en général celui qui vient achever le petit agriculteur que rien jusque là n'avait réussi à décourager : il s'agit de l'existence d'une véritable maffia d'importateurs, qui achètent à bas prix de la viande d'Irlande, de Colombie ou de Nouvelle-Zélande et qui inondent le marché des Antilles. A la tête de cette maffia, le gros capitaliste Huygues-Despointes, propriétaire de SOFROI en Guadeloupe, de SOFRIMA en Martinique. Personne ne contrôle leur activité, qui comporte deux volets : d'une part, achat à bas prix à l'étranger de carcasses de bœufs ou d'agneaux. Ces achats servent à faire pression sur la production intérieure. Ainsi, ils imposent un prix de gros qui est trop bas pour permettre au petit agriculteur de se tirer d'affaire.

D'autre part, calcul systématique du prix de vente de la viande aux détaillants par rapport aux élevages les plus retardataires, et donc par rapport aux prix de revient les plus chers. Le résultat, c'est que acheté aux alentours de 12 Francs le kilo, le morceau de viande revient au détail à environ 45 Francs. Ni le petit agriculteur, ni le consommateur n'y ont gagné. Les importateurs, eux, se seront encore engraissés.

Alors, on peut constater que l'élevage ne saurait échapper à la règle qui régit l'agriculture martiniquaise : il est malade du colonialisme. Les structures de la propriété qui font que quelques grands propriétaires fonciers possèdent l'essentiel des terres cultivables sont le principal frein au développement et à la diversification des activités agricoles. Il faudra mettre à bas ce régime de propriété et par la même occasion se débarrasser de la société qui l'a permise : la société coloniale.

Jacques BRUEL

Guadeloupe :

GREVE ET MANIFESTATION DES COUREURS CYCLISTES

Les cyclistes guadeloupéens ont fait grève le dimanche 29 avril. Ils ont refusé de prendre le départ de la course intitulée «Grand Prix de Carangaise» et ont défilé dans la commune de Capesterre-Belle-Eau.

Ils protestaient contre le faible montant des prix et primes attribués : 500 Francs pour le vainqueur d'un circuit de 120 kilomètres. Les cyclistes faisaient ressortir en regard le prix élevé des fournitures : 300 Francs pour un boyau, par exemple.

Cette grève a montré que pas plus que les autres activités de la société, le cyclisme ne peut être épargné par les problèmes d'argent, quand bien même les coureurs seraient des amateurs.

Car cela coûte cher le sport de compétition : achat de matériel, soins intensifs, préparation, tout cela grève le budget des clubs ou des coureurs, quand leur club ne peut prendre à charge ces dépenses. Et arracher quelques primes substantielles peut être un moyen pour certains coureurs de pratiquer leur sport aux moindres frais.

Car contrairement à ce qu'affirme Forstin. le président de la Fédération de cyclisme, les coureurs ne parviennent pas «à se faire une position sociale plus que convenable».

A l'encontre de tout ce qu'on peut faire miroiter aux yeux des jeunes, le sport ne peut pas constituer un moyen d'améliorer leur sort. Mis à part une infime minorité qui arrive à amasser quelques sous avant leur retraite sportive, l'essentiel des coureurs ne retire du cyclisme que le fait de pratiquer une discipline sportive avec la notoriété locale qui peut en découler. Or même cette pratique peut finalement leur coûter bien plus cher qu'elle ne leur rapporte. C'est ce qui a motivé la colère des cyclistes à Capesterre le 29 Avril.

Jacques BRUEL

S.I.G : Les travailleurs toujours

Les travailleurs de la SIG en grève depuis plus d'une semaine contre les licenciements de 24 de leurs camarades continuent leur mouvement. Les patrons de cette société ne veulent pas prendre en considération les revendications des grévistes prétextant des soi-disant déficits de la société. Et ils poussent même leur arrogance jusqu'à entamer une action judiciaire contre les employés en grève.

Mais si déficit il y a, les travailleurs n'en sont sûrement pas responsables. Car la SIG construit des logements coûtant de plus en plus cher alors que parallèlement, plutôt que d'embaucher du personnel d'entretien supplémentaire, elle se propose au contraire d'en licencier. Par contre, les chefs de cette société gagnent des salaires fabuleux et de surcroît bénéficient de toutes sortes de primes et autres avantages matériels (villas, voitures, voyages en France aux frais de la société), tandis que ceux qu'on se propose de licencier (dont certains ont 15 ans d'ancienneté) continuent à gagner un salaire de misère. Alors ceux-ci ont bien des raisons de lutter d'autant plus que ces 24 licenciements qui prenaient effet le 24 avril doivent être suivis de beaucoup d'autres, la SIG se proposant de licencier plus de 100 person-

Mais si les grévistes veulent faire reculer les patrons ils ne doivent pas rester isolés. Et en premier lieu ils doivent gagner le soutien des locataires de cette société. Ceux-ci sont concernés par cette grève car si la SIG diminue le personnel de l'entretien cela signifiera que les conditions d'hygiène dans les immeubles vont empirer.

Le comité de grève et le comité des locataires ont déjà organisé plusieurs prises de parole dans les cités afin de sensibiliser l'ensemble des locataires. C'est déjà une bonne voie.

Les travailleurs de la SIG rencontrent jusqu'à présent la sympathie de tous. Mais il dépend avant tout d'eux-mêmes de remporter la victoire. Pour faire céder l'administration de la SIG, ils doivent s'organiser pour empêcher toute manœuvre de la direction qui menace de faire rentrer au travail quelques briseurs de grève sous la protection des CRS.

D'autre part, l'organisation de défilés dans les cités, de meetings en liaison avec les locataires, de manifestations de rue, peuvent obliger l'administration à céder.

Si les travailleurs de la SIG ne veulent pas que leur grève soit un baroud d'honneur, mais une véritable lutte pour la victoire, toutes ces actions sont à entreprendre.

Puisque la volonté de lutte existe, il s'agit maintenant pour eux de mieux s'organiser au sein de leur comité de grève.

LES LOCATAIRES SOUTIENNENT LES GREVISTES

Certains locataires ont déjà manifesté leur soutien aux grévistes. Ils ont créé un comité des locataires de la SIG. Ce comité a déjà fait deux réunions d'information à Rémy Nainsouta et distribué des tracts dans les différentes cités de Pointe-à-Pitre et des Abymes. Nous publions ci-dessous un extrait d'un de ces tracts :

«Un gaspillage énorme de matériel et d'argent existe à la SIG depuis de nombreuses années. Certains cadres et directeurs bénéficient d'avantages énormes. Les différents directeurs de la SIG possèdent une ou deux voitures, payées par la SIG, de luxueu- sommes contre la diminution du personnel ses villas. Ces villas sont entièrement meublées par la SIG, le savon et le papier hygiénique seraient même payés par la société.

pas pour se rendre plusieurs fois par an en France, et tout cela sur le compte de la société. Tous ces directeurs perçoivent des salaires qui sont parfois dix fois plus élevés que celui d'un ouvrier de la société. Et, s'il fallait regarder de plus près toutes les petites combines financières de ces messieurs et les trafics dans les caisses de la société, un livre n'y suffirait pas. Voilà d'où vient le véritable déficit de la SIG. C'est un scandale révoltant. Pour que ces directeurs conservent tous leurs privilèges, ils n'hésitent pas à jeter à la rue 24 travail-

Les travailleurs de la SIG ont raison de se battre pour conserver leur emploi. Il est possible de garder tous les employés de la SIG, et si déficit il y a, que les riches de la SIG diminuent sur leurs dépenses somptueuses, qu'ils fassent moins de réceptions, qu'ils aillent moins souvent en France, qu'ils achètent leur savon et leurs meubles eux-mêmes...

Nous locataires de la SIG, nous soutenons les travailleurs de la SIG en grève. Et nous sommes même doublement concernés

car premièrement bon nombre d'entre nous sont des travailleurs qui ont aussi des problèmes dans leur entreprise, et nous devons être solidaires de nos camarades de la SIG. Deuxièmement en tant que locataires nous car cela entraînera une diminution de l'entretien. Déjà à l'heure actuelle, l'entretien des cités de la SIG est défectueux par Ces messieurs de la direction ne se gênent manque de personnel, à plus forte raison si ce personnel est licencié. Les locataires ont bien des raisons de mécontentement contre la direction de la SIG.

Non seulement les loyers augmentent régulièrement mais les cités sont mal entretenues. L'éclairage, la tuyauterie, la plomberie sanitaire et bien d'autres problèmes constituent une gêne permanente pour les locataires. Depuis 1973, la SIG a créé des cités supplémentaires très vastes, mais elle n'a pas embauché de personnel supplémentaire pour l'entretien. Au lieu de licencier, elle devrait plutôt embaucher d'autres travailleurs.

Camarades et amis locataires des cités de la SIG, ne laissons pas les requins de la société agir contre les travailleurs de la SIG. Nous sommes pleinement concernés par leur lutte. Préparons-nous à les soutenir, à manifester à leurs côtés. Parlons-en à nos voisins. Mobilisons-nous. NON AUX LICENCIEMENTS! PAS UN SEUL LICENCIEMENT A LA SIG!

SOUTIEN TOTAL AUX TRAVAILLEURS EN GREVE!

Comité de soutien des locataires de la «SIG»

-émigration - émigration - émigration - émigration -

PTT _ PARIS PTT _ PARIS PTT

UN MORT A PARIS 17ème Le rendement avant tout

Vendredi 20 avril, au Centre de tri de Paris-17ème, un postier antillais, Léon Léoture âgé de 53 ans, est mort des suites d'un malaise.

Ce Centre de tri, sacré «bureau pilote» à cause de la mise en service de nouvelles machines, a sacrifié la sécurité au rendement. En effet, il n'y a aucun équipement de secours, pas même une infirmerie digne de ce nom. Juste la présence d'une infirmière! Pourtant avec les mauvaises conditions de travail, cette carence se ressent doublement. Elle vient d'ailleurs de se solder par la mort d'un postier qui n'a pu bénéficier de soins immédiats après son malaise et par le malaise de trois autres dans la même journée.

Dans les autres centres de tri, la situation est sensiblement la même. Rares sont ceux qui possèdent une infirmerie.

Finalement, c'est sur la chance que comptent les PTT pour pallier les mauvaises conditions de travail. Pour l'administration, le rendement n'a pas de prix et à côté la vie des postiers compte bien peu.

Mais les postiers du 17e n'ont pas attendu une prochaine victime pour se faire entendre. Le vendredi après-midi, ils se mettaient en grève et une délégation déposait. à la direction régionale des PTT, les revendications suivantes

amélioration des conditions d'hygiène et de sécurité

mise en place d'un véritable service santé

Cette réaction des travailleurs était dictée par la colère. Mais ce n'est que par ce moyen qu'ils ont des chances de se faire entendre de l'administration.



CENTRE DUC A QUAND L'INTERNAT

Priorité aux lettres ! Nous ressasse l'administration depuis que certains quartiers sont mal desservis. Et pour tenter de combler le manque de personnel à la distribution du courrier, elle n'hésite pas à nous changer de brigade. Cette semaine trois Antillais entre autres se sont trouvés touchés par ce type de décision. L'administration leur a annoncé le matin qu'ils travailleraient

le jour même avec la brigade d'après-midi. Ce qui veut dire une journée de travail de 6 heures du matin à 20 h.

Comme si nous étions à la disposition des PTT! A ce rythme, s'il faut se tenir à la disposition de l'administration 24 heures sur 24, autant emporter son lit. Si un préposé de nuit vient à manquer, nous pourrions ainsi le remplacer, n'est-ce pas ?

le P.C.F. aux Antillais:

JE PENSE A VOUS... VOTEZ POUR MOI!

Ces jours-ci, le PCF vient de ressortir une proposition de loi «instituant des mesures sociales en faveur des travailleurs antillais auvanais, réunionnais immigrés en France». Cette proposition de loi, il l'avait déposée en décembre 78 sur le bureau de l'Assemblée Nationale. Dans certaines banlieues de la Région parisienne, cette proposition de loi est distribuée sous forme de tract et est accompagnée d'appels à participer à des réunions.

Que signifie cette soudaine sollicitude du PCF vis-à-vis des travailleurs antillais en France ? Si le PCF s'inquiète tant que cela du sort de nos camarades en France, pourquoi ne les a-t-il pas appelés à se mobiliser lors du dépôt de son projet de loi, ou à toute autre occasion ?

La réponse est toute simple : le projet de loi, de même que les intérêts des travailleurs antillais en France sont le cadet de ses soucis. Ce qui l'intéresse, c'est le vote des travailleurs antillais. D'ailleurs, les thèmes des réunions organisées ne portent pas sur le projet de loi mais sur les élections européennes!

Voilà à quoi conduit l'électoralisme !

HOLOCAUSTE: LA BARBARIE DU SYSTEME CAPITALISTE



Le régime nazi : monstrueuse manifestation de la société capitaliste.

Durant plusieurs semaines, de nombreuses personnes en Guadeloupe et en Martinique ont pu suivre à la télévision, les différents épisodes du film Holocauste. Ce film retraçait toutes les atrocités que le régime nazi a fait subir aux Juifs durant la deuxième guerre mondiale. C'est ainsi qu'on a pu voir des millions de personnes déportées dans les camps de concentration où elles étaient exterminées. Tous les moyens les plus barbares furent utilisés pour cette destruction: depuis la fusillade jusqu'aux tortures et aux chambres à gaz. Ces scènes horribles qui ont été montrées ont à juste raison soulevé l'indignation. On n'arrive pas à imaginer comment un massacre humain à une telle échelle, a pu être organisé en plein XXème siècle.

Pourtant ces faits ne résultent nullement du hasard ou de la folie de Hitler et quelques autres. Ils sont le produit d'une société arrivée à son plus haut degré de décadence.

Le nazisme est né dans une Allemagne secouée par la crise économique qui a conduit à la guerre.

C'est la crise économique qui a permis à l'Etat nazi, représentant le grand capital, de dresser les couches petites-bourgeoisies touchées par la crise contre la classe ouvrière d'abord et contre les Juifs, en les rendant responsables de leur misère. Pour cela, les nazis ont entretenu, répandu et officialisé les préjugés racistes et anti-Juifs existant dans certaines parties de la population, et ont développé une propagande sur la soi-disant supériorité de la race «aryenne». Cette propagande et cette démagogie étaient d'ailleurs étayées par toute une série de mesures répressives contre les Juifs, jusqu'à arriver à l'horreur de la «solution finale».

Mais il ne faut pas oublier que pour en arriver là l'Etat nazi a dû mettre au pas la classe ouvrière, décapiter son avant-garde, et que les premiers qui ont peuplé les camps de concentration sont des ouvriers et des militants communistes allemands.

Le nazisme n'est pas le seul produit d'Hitler mais celui du système capitaliste

Au cours du débat qui a suivi le dernier épisode, plusieurs personnes, ayant survécu aux camps de concentration, ont apporté leur témoignage. Elles ont rappelé des faits qui prouvent que la réalité était encore bien pire que ce que nous avons pu vivre à travers le film. Tous ceux qui ont échappé aux «camps de la mort» et tous ceux qui savent ce que représente le régime nazi, avec toutes ses horreurs, redoutent que de tels faits se reproduisent dans l'histoire.

Mais lorsque les états capitalistes condamnent avec force le régime nazi, ce n'est là que pure hypocrisie. Car il faut savoir qu'à l'époque, les gouvernements français, anglais et américain ont favorisé la mise en place du régime hitlérien au pouvoir. Il s'agissait alors, pour eux aussi, de favoriser la venue d'un régime fort capable d'écraser la classe ouvrière et aussi d'embrigader la petite-bourgeoisie frappée par la crise économique. Il fallait, à n'importe quel prix empêcher que la colère des travailleurs et des couches pauvres touchées par la crise n'explose ou plus, débouche sur une révolution ouvrière.

Par ailleurs, l'hypocrisie des Etats capitalistes est aussi grande, quand on sait qu'ils sont, eux aussi, responsables de massacres et de bien des crimes.

Alors que l'Etat américain dénonçait les camps de concentration vers la fin de la guerre, cela ne l'a pas empêché de lancer sur Hiroshima une bombe atomique qui a anéanti et mutilé des centaines de milliers de personnes. Ce même Etat américain n'a pas hésité non plus, au Vietnam, à utiliser des moyens de destruction de masse. Par exemple les bombes bactériologiques ont fait des ravages dans ce pays, ont laissé des séquelles qui se traduisent par la mutilation de toute une génération d'hommes, de femmes et d'enfants.

Les soi-disant «démocraties» occidentales ont utilisé des méthodes de violence en tous genres dans les guerres coloniales. L'Etat français quant à lui s'est illustré en Algérie où il a mis en pratique les méthodes de torture les plus barbares. Certaines scènes de répression contre les insurgés juifs du ghetto de Varsovie, rappelaient d'ailleurs les méthodes utilisées par les. paras français lors de la bataille d'Alger en 57. Ils ont utilisé bien souvent les mêmes méthodes de violence que les nazis pour arrêter sauvagement les militants du FLN. Aujourd'hui l'Etat français continue de prêter main forte aux dictatures africaines les plus féroces. Et Simone Veil qui a participé au débat en tant qu'ancienne déportée n'est nullement gênée pour cautionner aujourd'hui cette politique et défendre un système, le système capitaliste, à l'origine du nazisme et de ses horreurs. Cela prouve toute l'hypocrisie de ceux qui dirigent les Etats bourgeois.

Ces Etats bourgeois continuent de sécréter des organisations d'extrême-droite, racis-

tes, néo-nazies, comme le Ku Klux Klan aux Etats-Unis, ou le Parti Néo-nazi qui a le plus officiellement du monde son siège à Chicago. D'autres, en Allemagne, en Italie ou en France tiennent périodiquement congrès et sont même protégés par le pouvoir.

En période de crise, la bourgeoisie pourrait utiliser à nouveau de telles organisations. Ces organisations pourraient alors se renforcer et devenir de véritables partis dirigeants.

C'est le système capitaliste qui secrète en son sein la barbarie.

Il faut se débarrasser de ce système capitaliste et le remplacer par la société socialiste, si nous voulons à tout jamais faire disparaître de l'humanité cette barbarie.

A LIRE A PROPOS D'HOLOCAUSTE

- «TREBLINKA» de J-F STEINER

(livre de poche)

- «LA VINGT-CINQUIEME HEURE» de Virgil GHEORGHIU

(Process Rochet)

(Presses Pocket)

- «LES JOURS DE NOTRE MORT»

de David ROUSSET (10/18)

- «L'UNIVERS CONCENTRA-TIONNAIRE» de David ROUS-SET (0/18)

SET (0/18)

- «LA FRANCE ANTI-SEMITE DE DARQUIER DE PELLE-POIX» de Jean LALOUM

- «VIVRE A GURS - (Un camp de concentration français 1940-1941)» d'H. SCHRAMM et B. VORMEIR (Ed. Maspero)

ARGENTINE: GREVE GENERALE MASSIVE SOUS LA DICTATURE

La grève générale massivement suivie par les travailleurs argentins le samedi 28 avril, aura été un échec retentissant pour la junte militaire du général VIDELA qui préside aux destinées du pays depuis le coup d'Etat de mars 1976. Devant l'ampleur du mouvement, qui a touché en priorité les grands centres industriels, l'armée n'a pas osé intervenir. Elle n'a pu que rester spectatrice de la grève et tenter de faire une contre-propagande par tracts dans quelques usines! Cela indique bien la force et l'unanimité de la classe ouvrière argentine contre la dictature qui pèse sur le pays, et le mouvement est d'autant plus remarquable que c'est la première grève générale depuis le coup d'Etat.

Cette grève était essentiellement politique. Les travailleurs réclamaient la libération des prisonniers politiques et la «réapparition» des centaines d'opposants au régime mystérieusement disparus dans les geôles de VIDELA.

Mais ils exigeaient aussi des augmentations de salaire pour faire face à l'inflation galopante qui sévit dans le pays.

La grève générale aura donc été un premier coup de boutoir donné à la dictature au pouvoir par la classe ouvrière.

UN FILM A VOIR:

«LE SUCRE» avec Michel Piccoli, Jean Carmet et Gérard Depardieu.

Le scandale de la pénurie artificiellement créée sur le sucre en 1974 pour faire monter les prix un pamphlet bouffon et vigoureux.

ELECTIONS

Les élections législatives se dérouleront le 3 mai. A l'heure où nous écrivons, il est difficile de dire exactement qui, des conservateurs ou des travaillistes remporteront le scrutin.

Toujours est-il que jusqu'à la fin de la campagne électorale, les deux partis auront rivalisé de démagogie.



James CALLAGHAN

Du côté du Parti Travailliste, dont la tâche est difficile, après cinq années d'austérité imposée aux travailleurs, il s'agit de demander à ces derniers la paix sociale. C'estàdire de leur demander de mettre une sourdine à leurs grèves et à leurs revendications. Il faudrait, leur a dit Callaghan, accepter une diminution de 10 % de leur niveau de vie. Alors reviendrait par la suite la stabilité économique. Callaghan, en clair, demande aux travailleurs de continuer à se serrer la ceinture, d'accepter les effets de la crise économique, les bas salaires, le chômage et les privations de toutes sortes en vue d'hypothétiques lendemains qui chanteraient.

Il faudra vraiment toute l'ardeur des

EN GRANDE _ BRETAGNE

bureaucrates syndicaux qui soutiennent le Parti Travailliste pour tenter de faire avaler cette pilule aux travailleurs. Car, après cinq ans de gouvernement travailliste, les travailleurs ont déjà dû subir l'austérité et ces temps meilleurs semblent s'éloigner toujours plus au fur et à mesure qu'on les leur

Bien au contraire, le bilan des cinq années de gouvernement travailliste est très sombre : le pouvoir d'achat des travailleurs depuis 1974 a baissé de 7 % tandis que la hausse des prix a dépassé 80 % et que le

nombre des chômeurs a triplé.
Sans vergogne, le Parti Travailliste appelle les travailleurs à soutenir encore une fois cette même politique d'austérité.



Margaret THATCHER
Quant aux Conservateurs, étant dans
l'opposition depuis plusieurs années, ils
semblent avoir le beau rôle et multiplient
les attaques contre la politique des Travaillistes. En fait, ils ne s'apprêtent pas à mener une politique différente, sinon en pire,
que celle des Travaillistes.

Pourtant Margaret Thatcher n'hésite pas à promettre monts et merveilles aux petits salariés, aux retraités, aux locataires des H.L.M.: diminution d'impôts, augmentation des retraites, prêts d'accession à la propriété. Et à tous elle promet le ralentissement de l'inflation. Cela ne lui coûte pas cher.

Mais la démagogie des Conservateurs n'en demeure pas là. Pour tenter de gagner les voix d'une fraction supplémentaire de l'électorat petit-bourgeois, elle n'hésite pas à faire appel aux préjugés les plus réactionnaires de cette couche sociale. Contre les immigrés, elle propose un contrôle plus strict de l'immigration, contre les jeunes blousons noirs, elle propose un renforcement de la répression, contre les ouvriers, elle propose la limitation du droit de grève.

Mais, de toutes façons, tout comme le Parti Travailliste, le Parti Conservateur aura besoin du soutien des bureaucrates syndicaux afin qu'ils avalisent sa politique au sein de la classe ouvrière et qu'ils l'aident à la museler. D'une part, ils devront donc tout comme les travaillistes sacrifier à une certaine démagogie en direction de la classe ouvrière tout en menant d'autre part une politique anti-ouvrière pour les besoins de la bourgeoisie et du capital britannique en crise.

Aux travailleurs de fausser la règle du jeu en se battant farouchement!
Pierre-Jean CHRISTOPHE

COMBAT OUVRIER-

Responsable de publication :
G. BEAUJOUR
Adresser

toute correspondance:
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
Combat Ouvrier
B.P. 145
75023 PARIS CEDEX

Impression
CIF Pointe-à-Pitre
Commission paritaire
N° 51728